

MES

Mouvement pour une élection sur la souveraineté
Formulaire d'adhésion

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____ Ville _____

Code postal _____ Comté _____

Tél. résidence _____ Tél. travail _____

Courriel _____

Membre PQ? OUI NON Disponible? OUI NON

Nom du solliciteur (lettres moulées) _____

Contribution volontaire _____ \$

Signature du nouveau membre _____

Date _____

Signature pour le MES _____

48 % des Québécois sont d'accord avec une élection référendaire

Léger Marketing

Date de publication : 14 mai 2005

The Gazette

le journal de montréal

48 % des Québécois affirment qu'ils appuieraient un parti politique qui proposerait qu'un vote pour son parti signifie lui accorder un mandat de réaliser l'indépendance du Québec s'il est porté au pouvoir. Cette opinion est partagée par 57 % des répondants âgés de 18 à 24 ans, 53 % des francophones, 73 % des souverainistes, 85 % des indépendantistes, 76 % des bloquistes et 80 % des péquistes. Par contre, 45 % sont d'avis contraire et 8 % ne savent pas.

Tableau – ACCORD ENVERS UNE ÉLECTION RÉFÉRENDAIRE

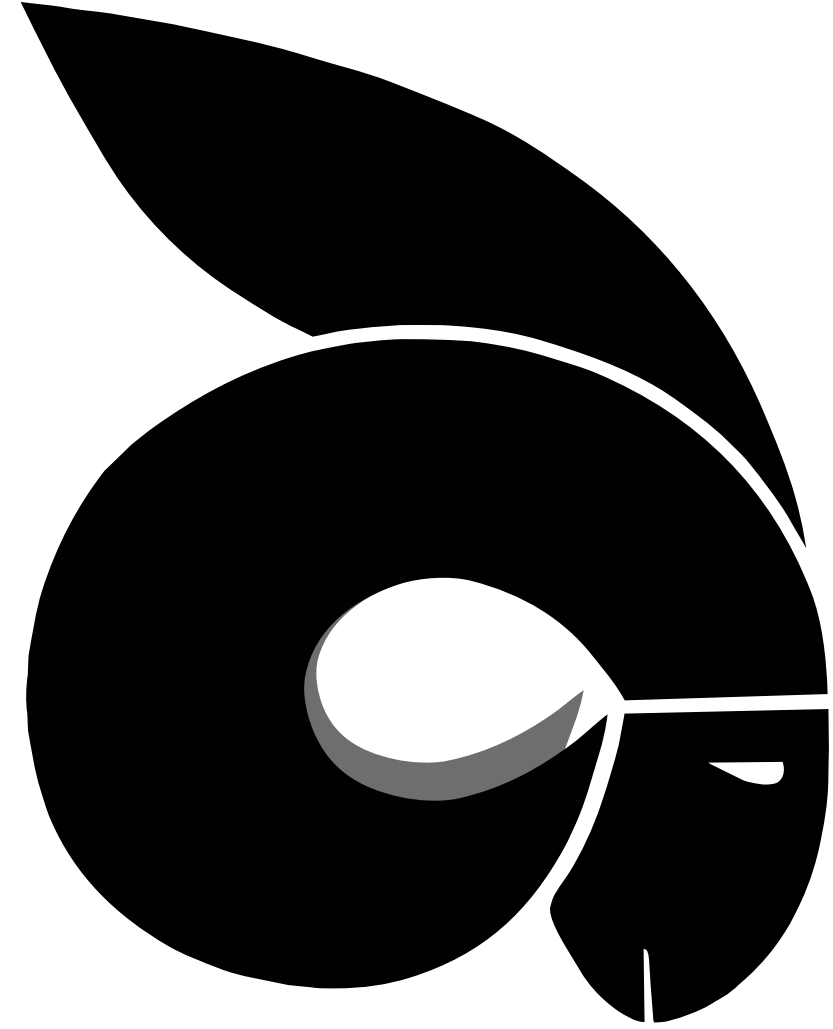
Question : Si un parti politique du Québec proposait dans son programme électoral qu'un vote pour ce parti signifie lui confier le mandat de réaliser l'indépendance du Québec s'il est porté au pouvoir, voteriez-vous pour ce parti ? (n=2008)

	Pop.	Fra.	Ang.	All.	Ind.	Féd.
Oui	48 %	53 %	24 %	27 %	85 %	18 %
Non	45 %	39 %	71 %	70 %	10 %	75 %
Ne sait pas	8 %	8 %	5 %	3 %	5 %	7 %

Date de publication : 14 mai 2005

Ce sondage Léger Marketing a été effectué auprès de 2008 répondants à travers le Québec, dont 1500 adultes représentatifs de la population du Québec, 300 répondants âgés de 18 à 24 ans et 200 allophones, du 4 au 8 mai 2005. Un échantillon de cette taille présente une marge d'erreur maximale de ± 2,2%, 19 fois sur 20. Le taux de réponse s'élève à 61,2%. Les questions sensibles ont été posées en rotation tout comme les choix de réponses de ces questions.

Les données finales ont été pondérées selon le sexe, la langue maternelle et la région, de façon à être représentatives de la population



Mouvement pour une Élection sur la Souveraineté

C.P. 32 188
Montréal (Québec)
H2L 4Y5

(514) 543-1223
info@m-e-s.org
<http://www.m-e-s.org>

Bienvenue

Le Mouvement pour une élection sur la souveraineté, sans être absolument lié au Parti Québécois, se veut l'union de militants prônant le retour aux choses sérieuses dans la lutte pour l'indépendance nationale. Alors que le Parti québécois cherche à mieux contrôler ses instances et ses militants, il donne la possibilité à ces derniers de s'organiser en clubs politiques, ce qui est paradoxal.

La souveraineté n'est pas un faire-valoir. Trop de politiciens agissent pourtant comme si tel était le cas. Ils galvaudent l'idée même de souveraineté en en trahissant les principes et les fondements. Ils en évoquent l'idée à tort et à travers en ne se souciant par ailleurs que de gouverner provinciale.

L'on doit être méthodique. L'on doit être pragmatique. L'on doit mettre en œuvre la seule façon de faire qui soit susceptible de permettre l'indépendance du Québec, une démarche qui a fait ses preuves ailleurs au monde.

Le caractère absolument démocratique du mandat que confère à l'Assemblée nationale l'exercice même de l'élection est le fondement du régime politique québécois. Il faut en restaurer la nature propre. Il faut redorer ses lettres de noblesse.

Défendez la démocratie. Défendez l'idée d'une élection sur la souveraineté. Un vote pour notre parti doit devenir un vote pour l'indépendance.

Devenez démocrates. Prenez le mouvement!

— le secrétariat général du MES

Le parti québécois ne fait pas ce qu'il faut pour gagner le référendum

Voici quelques cas récents et démocratiques d'indépendance, en plus de la Norvège, afin d'alimenter votre réflexion.

Pays	Déclaration d'indépendance	Tenue du référendum
Arménie	23 août 1990	21 septembre 1991
Azerbaïdjan	30 août 1991	Aucun référendum
Biélorussie	27 juillet 1990	Aucun référendum
Estonie	2 février 1990	3 mars 1991
Kazakhstan	25 octobre 1990	Aucun référendum
Kirghizistan	30 août 1991	Aucun référendum
Lettonie	4 mai 1990	3 mars 1991
Lituanie	11 mars 1990	9 février 1991
Norvège	7 juin 1905	Fin août 1905
Ouzbékistan	1er septembre 1991	Aucun référendum
Slovaquie	1er mars 1992	Aucun référendum
Slovénie	2 juillet 1990	23 décembre 1990
Ukraine	16 juillet 1990	1er décembre 1991

Pourquoi, lorsque le référendum est utilisé, se trouve-t-il APRÈS la déclaration d'indépendance?

Que font ces États entre leur déclaration de souveraineté, qui vient toujours en premier, et le référendum, dans les cas des pays où une telle consultation a été organisée?

- **Ils posent des gestes administratifs et législatifs qui affirment l'existence de leur peuple. Ils posent des gestes de souveraineté. Et ce, dès l'élection d'un gouvernement souverainiste.**
- **Leur gouvernement national applique un principe fondamental, le plus fortement possible, soit leur droit d'exister en tant que peuple.**
- **Seul un gouvernement national posant des gestes de souveraineté est en mesure de réussir l'indépendance. Ce qui est déterminant démocratiquement pour un gouvernement, c'est son élection.**

Déclaration de principe — Introduction

Il y a eu fraude lors des référendums de 1980 et 1995. Or, à la différence de 1980, il y a eu vol en 1995. Ce n'est pas qu'un référendum qui a été volé, c'est un pays. La volonté de tout un peuple a été bafouée. Depuis, la nation est paralysée.

Que cela n'éveille aucune révolte chez les adversaires de l'indépendance, est une évidence. Que cela laisse amorphe l'élite indépendantiste, notamment celle du Parti Québécois, est un véritable scandale.

Depuis plus de 40 ans, un mouvement cherche à réaliser l'indépendance du Québec. Le travail accompli par des milliers de femmes et d'hommes fut colossal. Il nous faut maintenant le poursuivre. Il faut le reconnaître, nous sommes tous les héritiers idéologiques de ceux qui ont construit l'Alliance Laurentienne, le Rassemblement pour l'Indépendance nationale (RIN), le Ralliement national (RN), le Mouvement souveraineté-association (MSA) et, finalement, le Parti Québécois.

Le combat mené jusqu'à présent par les militants qui veulent construire la république du Québec est sclérosé et stagne malgré la puissance des appuis populaires à l'idée de l'indépendance. Cette paralysie a ainsi démobilisé plusieurs indépendantistes.

Dès lors, plusieurs ont fondé des groupes dans lesquels ils défendent leur nation, du mieux qu'ils le peuvent, en attendant le bon moment. Ils sont aujourd'hui plusieurs dizaines de groupes qui attendent le retour du sérieux au Parti Québécois quant à son option fondamentale ou l'arrivée d'une nouvelle formation politique correspondant mieux à leurs aspirations.

Dans la foulée de la déroute péquiste de 2003 — défaite plus amère que celle de 1973 — deux éléments ont émergé de la mer de silence péquiste.

D'abord, tous les débats entourant la méthode d'accession à la souveraineté nous ont démontré à quel point l'indépendance, pour la direction du Parti Québécois, n'est qu'un faire-valoir. Le chef de l'époque a même été jusqu'à affirmer qu'il faille faire l'indépendance dans le cadre de la légalité constitutionnelle canadienne. Ce qui est impossible, donc inacceptable. Par le courage et l'audace de plusieurs groupes militants qui ont remis en question la méthode jusqu'alors retenue, les masques sont tombés.

Par conséquent, il est impératif d'amener ces groupes à unir leurs efforts, à s'organiser. Le MES doit devenir cette force politique qui fera de l'indépendance autre chose qu'un vulgaire faire-valoir. L'indépendance doit cesser d'être un leurre électoral. L'indépendance n'est pas une fin en soi, elle est un moyen. Ou, pour citer Pierre Bourgault, « L'indépendance n'est pas une récompense, elle est un effort ».